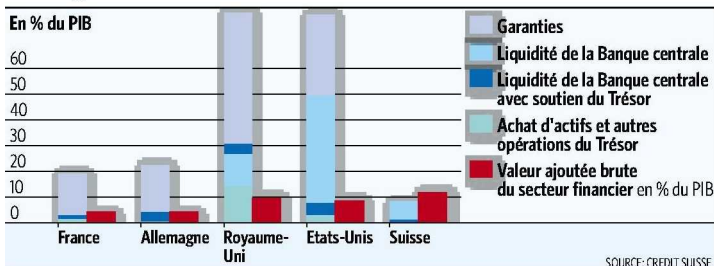


La place financière affine sa nouvelle stratégie

Recherche La réglementation a un prix. Le secret bancaire également. Le débat sur l'avenir des banques est devenu concret, lors de la 4e assemblée générale du Swiss Finance Institute

Aide gouvernementale au secteur financier



Emmanuel Garessus, Rüschiikon

«Il faut nous traiter autrement», s'est exclamé Konrad Hummler, associé gérant de Wegelin & Co, lors de la 4e assemblée générale du Swiss Finance Institute, lundi à Rüschiikon. Les banques suisses reconnaissent leurs erreurs, mais soulignent aussi leur poids économique: 13% des impôts, 12% du PIB et un savoir-faire unique pour accompagner les entreprises à l'étranger.

UBS et Credit Suisse détiennent 35% du marché des crédits aux PME et achètent pour 4,7 milliards de produits par an à 25 000 entreprises suisses. Les deux grandes banques ont omis ce nécessaire travail d'explication, a déclaré Hans-Ulrich Meister, directeur de Credit Suisse Switzerland.

Le prix de la réglementation

Au-delà des visions politiques, «les pays se livrent à une forte concurrence pour gagner des parts de marché». Et d'ajouter, «Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas demandé pourquoi Paris ne faisait pas partie du top 5 mondial»? Dans cette bataille,

la Suisse est le seul pays ayant mis en œuvre de nouvelles réglementations, a ajouté le banquier. Pourtant, l'aide de l'Etat a été bien moindre qu'ailleurs. Le banquier pose la question du prix de ces réglementations. Un trop fort relèvement des exigences de fonds propres pourrait réduire l'offre de crédits et pénaliser l'industrie suisse. Malheureusement, à son avis, ni les médias ni les politiciens ne parlent de ce prix. «Ce n'est pas l'ajout d'une ou deux banques de détail qui changerait la situation», a poursuivi le banquier. Les 35% cités plus haut restent dans les esprits.

Hans-Ulrich Meister estime impossible un démembrement d'une grande banque en cas de crise. Jean-Baptiste Zufferey, vice-président de la Finma, partage cet avis. L'expert fribourgeois a tiré les leçons de la crise et expliqué la coopération fort utile entre les autorités suisse, britannique et américaine. Mais chaque pays est différent dans cette compétition des systèmes. «L'existence de règles du jeu identiques pour tous («Level playing field») est une illusion», a-

t-il ajouté.

Sur le secret bancaire, il est d'avis que si le prix est attractif, le secret bancaire devrait être offert pour obtenir l'accès au marché européen. Celui-ci devient toujours plus difficile, selon Jean-Baptiste Zufferey.

Par contre, le professeur fribourgeois demande de ne pas attendre un résultat «extraordinaire» de la part du groupe de travail mis en place par le gouvernement sur le risque posé par la taille des grandes banques. «Il ne peut y avoir de solution simple et unique, telle qu'un niveau maximum pour la taille.»

Konrad Hummler a pour sa part présenté une stratégie qui distingue les aspects de sphère privée de ceux de la fiscalité. «90% des clients allemands déposent leurs fonds en Suisse non pour des raisons fiscales, mais pour diversifier leurs avoirs», a-t-il affirmé. C'est dans cette perspective de diversification des systèmes que la Suisse a sa place. Car, à son avis, rien ne dit que l'Union européenne soit éternellement stable.

Secret bancaire sans valeur?

.....
Une étude de Michel
Habib montre qu'il n'a pas
d'influence sur le cours
des actions

Chercheur au Swiss Finance Institute et au Swiss Banking Institute, Michel Habib analyse l'impact des négociations entre l'Union européenne et la Suisse sur le secret bancaire à travers le cours des actions de quatre banques suisses: UBS, Credit Suisse, Baer et Vontobel. C'est en 1998

que débutent les pressions de l'Union européenne sur la Suisse pour qu'elle accorde l'échange d'informations sur les comptes bancaires de ses résidents.

Son travail porte sur 34 événements particuliers et la réaction boursière dans les trois jours suivants. Le secret bancaire serait sans valeur pour les deux grandes banques, mais représenterait au minimum 8,3% de la valeur de Julius Baer et 13,6% de celle du groupe Vontobel. L'étude porte cependant uniquement sur la période 1998 à 2004. **E. G.**